

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 940^e
SÉANCE**

Lundi 2 décembre 1963,
à 10 h 55

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 33 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Développement économique des pays sous-développés (suite):</i>	
c) <i>Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (suite)</i>	389
<i>Point 12 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Rapport du Conseil économique et social (suite)</i>	392

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/5532) [suite]:

c) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (E/3786, E/3798, A/5584, A/C.2/L.742/Rev.3 et Add.1) [suite]

1. M. HOLMES (Irlande) confirme qu'il a retiré ses amendements (A/C.2/L.776) eu égard au nouveau texte révisé du projet de résolution (A/C.2/L.742/Rev.3 et Add.1), étant entendu que, lorsqu'il donnera suite à la recommandation figurant au paragraphe 4 du dispositif, le Secrétaire général étudiera les moyens de résoudre le problème de la décentralisation au Moyen-Orient.

2. M. DE ALTHAUS (Pérou) indique qu'il appuie le projet de résolution pour des raisons purement techniques.

3. Selon M. KADOTA (Japon), les auteurs n'ont pas expliqué pourquoi ils n'ont pas accepté l'amendement du Japon au paragraphe 5 du dispositif, présenté oralement à la séance précédente. Comme il s'agit d'une question importante, soulignée à la fois dans le rapport du Secrétaire général (E/3786) et dans celui du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/5584), M. Kadota propose formellement d'ajouter à la fin du paragraphe 5 les mots "en pleine association avec les représentants résidents du Bureau de l'assistance technique et les directeurs des programmes du Fonds spécial". Il suggère également d'ajouter les mots "selon les besoins," après "doivent continuer", au paragraphe 7 du dispositif, et il demande au Président de mettre ce paragraphe aux voix séparément au cas où les auteurs n'accepteraient pas sa suggestion. M. Kadota est prêt à accepter la nouvelle rédaction du paragraphe 9, étant entendu que le CAT aura en fait la possibilité d'examiner le rapport en question.

4. M. VIAUD (France) dit que la délégation française s'abstiendra lors du vote sur le paragraphe 4 du dispositif, préférant s'en remettre au Secrétaire général en ce qui concerne la question du Bureau des Nations Unies à Beyrouth. M. Viaud peut appuyer l'amendement japonais au paragraphe 5, qui n'apporte aucune modification de fond et précise le texte. Des dispositions analogues ont été incluses dans de précédentes résolutions sur cette question. M. Viaud note avec satisfaction que les auteurs ont assuré la Commission qu'ils ne cherchent aucunement, au paragraphe 7, à saper le principe fondamental selon lequel chaque pays a le droit de solliciter directement une assistance technique auprès des organisations intéressées. En ce qui concerne le paragraphe 9, la délégation française s'est déjà abstenue lors du vote sur des résolutions antérieures relatives à la même question, estimant qu'à certains égards la politique de décentralisation est poussée trop loin. En outre, les mots "d'accélérer l'application continue" manquent de précision. M. Viaud s'abstiendra lors du vote sur ce paragraphe, ou demandera que le membre de phrase en cause soit mis aux voix séparément.

5. M. GHASUS (Afghanistan) souligne que, même avec l'addition proposée par le représentant du Japon, le texte du paragraphe 5 du dispositif reste équivoque. Il implique que les commissions économiques régionales auront la possibilité d'intervenir dans le cas des projets demandés à l'échelon national, alors qu'en fait tous les Etats devraient pouvoir s'adresser directement au Siège pour de tels projets. M. Ghaus demandera donc un vote séparé sur le paragraphe 5. M. Ghaus peut accepter l'amendement japonais au paragraphe 7 et, si les auteurs le rejettent, il sera obligé de s'abstenir également lors du vote sur ce paragraphe. M. Ghaus demande également un vote séparé sur le mot "énergiquement", qui figure au paragraphe 1, et sur le mot "accélérer", que contient le paragraphe 9, car ni l'un ni l'autre ne se trouve dans les résolutions antérieures et tous deux donnent à entendre que la politique suivie visera avant tout à décentraliser.

6. M. TELL (Jordanie) dit que les auteurs sont disposés à accepter l'amendement du Japon au paragraphe 7 du dispositif, mais persistent à penser que l'amendement que la délégation de ce pays voudrait apporter au paragraphe 5 est inutile. Les représentants résidents du BAT et les directeurs des programmes du Fonds spécial ne s'occupent pas des projets régionaux — dont traite le projet de résolution —, et en les mentionnant on irait à l'encontre de l'objectif du texte. Les auteurs ont déjà bien précisé qu'ils ne cherchent pas à introduire une nouvelle politique, ni à porter atteinte au principe fondamental selon lequel tous les pays ont pleinement le droit de présenter des demandes à l'échelon national sans l'ingérence de quiconque, même du représentant résident. En tout état de cause, le projet de résolution

intéresse des arrangements permanents: il faut espérer que d'ici 10 à 15 ans les représentants résidents ne seront plus nécessaires, les pays étant alors à même de rédiger leurs propres demandes.

7. Selon M. AYARI (Tunisie), il serait fort peu indiqué d'entreprendre une discussion du rôle des représentants résidents. Il vaudrait bien mieux donner aux secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales la possibilité de décider dans chaque cas s'il est nécessaire de les consulter. M. Ayari proposera donc d'ajouter, à la fin de l'amendement japonais au paragraphe 5 du dispositif, les mots "chaque fois que cela sera nécessaire".

8. M. KADOTA (Japon) accepte le sous-amendement tunisien.

9. M. GHASUS (Afghanistan) ne comprend pas pourquoi les auteurs ne peuvent accepter l'amendement japonais au paragraphe 5 du dispositif puisqu'ils ont admis le principe dont il s'inspire. Au lieu de demander un vote séparé sur le mot "accélérer", au paragraphe 9 du dispositif, M. Ghaus propose aux auteurs d'accepter la formule suivante: "de poursuivre l'application de la politique".

10. U MAUNG MAUNG (Birmanie) dit que les auteurs ne peuvent accepter les suppressions demandées par certaines délégations, car ces modifications pourraient détruire entièrement l'objectif du projet de résolution, qui cesserait par conséquent de répondre aux motifs pour lesquels il a été déposé. On a dit que certains mots comme "énergiquement" et "accélérer" ne figuraient pas dans les résolutions antérieures, mais, si le texte doit s'en tenir strictement aux termes déjà utilisés, aucun progrès ne sera réalisé et aucune nouvelle résolution ne sera nécessaire. Le projet de résolution est la conséquence logique de l'application de la politique énoncée dans la résolution la plus récente de l'Assemblée générale sur la question et, par conséquent, le texte contient des mots de nature à assurer une progression logique dans les mesures d'application. En tout état de cause, les mots en question sont employés en rapport avec des questions de mise en œuvre et ne visent pas la politique générale de décentralisation énoncée par l'Assemblée générale.

11. Selon M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique), il y aurait peut-être intérêt à ce que les auteurs donnent à la Commission l'assurance que les commissions économiques régionales fourniraient leur aide uniquement sur la demande des pays intéressés.

12. M. GHEBEH (Syrie) dit que le projet de résolution est entièrement conforme aux résolutions 1709 (XVI) et 1823 (XVII) de l'Assemblée générale. Au 1er avril 1963, deux économistes seulement avaient été détachés auprès du service économique du Bureau des Nations Unies à Beyrouth. Ce service a trois principaux défauts. D'abord, il est trop réduit pour faire face à ses responsabilités, qui sont décrites au paragraphe 23 du rapport du Secrétaire général (E/3786). Ensuite, son inclusion dans la structure administrative de l'actuel Bureau régional des affaires sociales pour le Moyen-Orient à Beyrouth limite son importance et sa capacité de fonctionner. Le service économique devrait, en fin de compte, être séparé du Bureau régional des affaires sociales. Entre-temps, il faudrait l'élargir dans le cadre de la structure existante. Le Bureau régional des affaires sociales devrait devenir le "Bureau des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales" et être

placé sous l'autorité d'un directeur qui soit un économiste hors classe. La section économique aurait un budget distinct. Enfin, le service n'a pas les moyens nécessaires pour remplir son rôle technique, qui est d'aider à l'élaboration et à l'évaluation des projets d'assistance technique et du Fonds spécial.

13. Il faut espérer que le Secrétariat étudiera les moyens de développer les activités économiques et sociales du Bureau des Nations Unies à Beyrouth selon les grandes lignes indiquées et conformément au paragraphe 3 du dispositif de la résolution 955 (XXXVI) du Conseil économique et social. L'activité du service économique à Beyrouth n'aura qu'une utilité limitée si elle n'est pas coordonnée avec les plans de développement de la région. Il est par conséquent essentiel d'assurer un service de coordination de l'assistance technique pour les pays intéressés. Des crédits ont été prévus au budget pour la création de services de coordination de l'assistance technique au sein des secrétariats de la CEA, de la CEAO et de la CEPAL, et le Service de l'assistance technique à Genève a déjà été transféré au secrétariat de la CEE. La création d'un groupe de coordination de l'assistance technique au Bureau de Beyrouth rendrait justice à une région qui a été privée pendant longtemps des services dont bénéficient d'autres régions.

14. A l'origine, les auteurs du projet de résolution souhaitaient inviter le Directeur du Bureau des Nations Unies à Beyrouth à participer aux réunions annuelles avec les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales. Le Directeur du Bureau de Beyrouth doit pouvoir participer à ces réunions pour exprimer ses vues sur les travaux du Bureau et tirer parti de l'expérience acquise dans d'autres régions. Toutefois, afin d'éviter tout malentendu, les auteurs sont convenus de supprimer une disposition en ce sens. Ils espèrent que le Secrétariat tiendra compte à l'avenir de leur recommandation à cet égard.

15. Le projet de résolution propose des mesures que justifient les objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans de précédentes résolutions de l'Assemblée générale. La délégation syrienne espère que le texte, dont elle est coauteur, sera adopté à l'unanimité.

16. M. ALI (Pakistan) partage les doutes exprimés par le représentant de l'Afghanistan au sujet du paragraphe 5 du dispositif. Si souhaitable qu'il soit de renforcer les commissions économiques régionales, ces dernières ne doivent pas intervenir dans les demandes d'assistance technique ou d'assistance du Fonds spécial, qui doivent être présentées directement par les gouvernements intéressés.

17. M. AHMED (Soudan) déclare que, dans un esprit de coopération, les auteurs ont accepté d'apporter certaines modifications à leur texte. Ils pensent toutefois qu'il ne faut pas rédiger en termes trop précis un projet de résolution qui est une déclaration de politique générale, sous peine de le rendre d'application difficile pour le Secrétaire général.

18. Au paragraphe 1 du dispositif, on a estimé que le mot "énergiquement" pouvait être supprimé, bien qu'il ait été employé dans des résolutions antérieures, puisqu'il figure également dans le rapport du Secrétaire général (E/3786). En outre, dans le texte anglais, l'expression "his further intention of implementing"

a été remplacée par "his intention of further implementing".

19. Quant au paragraphe 5 du dispositif, les auteurs acceptent l'amendement japonais et le sous-amendement tunisien. Puisque le BAT et le Fonds spécial sont des organes distincts du Conseil, les auteurs du projet estiment nécessaire d'employer le mot "coopération" au lieu du mot "association" proposé par le représentant du Japon. Il faut toutefois préciser qu'en acceptant cet amendement les auteurs du projet ne mettent pas les représentants résidents sur le même plan que les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales. Certains représentants ont semblé craindre que ce paragraphe ne puisse être considéré comme empiétant sur la souveraineté des Etats Membres, mais il ne faut pas l'interpréter comme limitant en quoi que ce soit la liberté d'action des Etats, ni comme leur imposant une assistance qu'ils ne souhaiteraient pas.

20. Au paragraphe 7 du dispositif, les auteurs ont accepté d'insérer les mots "selon les besoins," entre "continuer" et "à prêter".

21. En revanche, ils n'ont pu accepter aucun amendement au paragraphe 9 du dispositif, estimant que toute modification équivaldrait à une régression.

22. M. KADOTA (Japon) remercie les auteurs d'avoir accepté les suggestions de sa délégation. La délégation japonaise votera pour le projet de résolution ainsi modifié.

23. M. GHAS (Afghanistan) remercie les auteurs du projet d'avoir accepté de supprimer le mot "énergiquement" au paragraphe 1 du dispositif. Etant donné la nouvelle version du paragraphe 5, la délégation afghane retire la demande de vote séparé qu'elle avait faite concernant ce paragraphe. M. Ghas demande au Rapporteur de mentionner dans le rapport de la Commission l'interprétation que les auteurs ont donnée de ce paragraphe. La délégation afghane voit avec satisfaction que les auteurs ont accepté d'insérer l'expression "selon les besoins" au paragraphe 7, mais regrette qu'ils n'aient pu accepter l'amendement qu'elle avait proposé au paragraphe 9. M. Ghas insiste donc pour que ce dernier amendement soit mis aux voix séparément.

24. M. APPIAH (Ghana) [Rapporteur] fait observer que, conformément à la pratique habituelle, le rapport renverra le lecteur au compte rendu analytique contenant l'interprétation donnée par les auteurs du projet de résolution.

25. M. VAN TILBURG (Pays-Bas), expliquant son vote, rappelle que sa délégation appuie l'actuelle politique de décentralisation. On a fait des progrès considérables dans l'application de cette politique et il ne semble pas que de nouvelles résolutions soient nécessaires. Les commissions économiques régionales accomplissent un travail de première importance et leurs secrétariats sont parfaitement compétents.

26. La délégation néerlandaise éprouve quelques difficultés du fait du maintien, au paragraphe 4 du dispositif, de la disposition recommandant au Secrétaire général de créer, au sein du Bureau des Nations Unies à Beyrouth, un service de coordination des activités de l'assistance technique. Les auteurs auraient dû reprendre la demande que le Conseil avait adressée au Secrétaire général dans sa résolution 955 (XXXVI). Ils auraient ainsi laissé au Secrétaire général la possibilité d'user de son propre jugement et de prendre

les mesures nécessaires. A ce sujet, M. van Tilburg rappelle la déclaration que le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a faite à la précédente séance de la Commission.

27. Sous sa forme actuelle, le paragraphe 4 du dispositif implique que le Bureau des Nations Unies à Beyrouth est plus qu'un bureau entièrement placé sous l'autorité du Secrétaire général, ce que la délégation néerlandaise ne saurait accepter. Le représentant des Pays-Bas aurait voté pour l'amendement irlandais (A/C.2/L.776). Il demande qu'on mette aux voix séparément les mots "et recommande au Secrétaire général de créer, au sein du Bureau des Nations Unies à Beyrouth, un service de coordination des activités de l'assistance technique". Si ce membre de phrase est maintenu, la délégation néerlandaise s'abstiendra lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution.

28. Le PRESIDENT invite la Commission à se prononcer sur l'amendement présenté par l'Afghanistan à l'effet de remplacer, au paragraphe 9 du dispositif, l'expression "d'accélérer l'application continue" par "de poursuivre l'application".

Par 47 voix contre 24, avec 21 abstentions, l'amendement afghan est rejeté.

29. Le PRESIDENT met aux voix le membre de phrase "et recommande au Secrétaire général de créer, au sein du Bureau des Nations Unies à Beyrouth, un service de coordination des activités de l'assistance technique", figurant au paragraphe 4 du dispositif.

A la demande du représentant de la RSS d'Ukraine, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Arabie Saoudite, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Arabie Saoudite, Sénégal, Espagne, Soudan, Syrie, Tanganyika, Thaïlande, Togo, Tunisie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Ghana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Japon, Jordanie, Koweït, Laos, Liban, Libéria, Libye, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie.

Votent contre: Etats-Unis d'Amérique, République Dominicaine, Israël, Luxembourg, Pays-Bas.

S'abstiennent: Sierra Leone, Suède, Trinité et Tobago, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Australie, Autriche, Belgique, Cambodge, Canada, Congo (Léopoldville), Chypre, Dahomey, Danemark, Equateur, El Salvador, Finlande, France, Gabon, Grèce, Guatemala, Islande, Irlande, Italie, Nouvelle-Zélande, Norvège, Panama, Portugal.

Par 59 voix contre 5, avec 31 abstentions, ce membre de phrase est adopté.

Par 88 voix contre zéro, avec 4 abstentions, l'ensemble du projet de résolution (A/C.2/L.742/Rev.3 et Add.1), tel qu'il a été modifié, est adopté.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (A/5503, chap. V, sect. I; A/C.2/L.745 et Add.1 à 3) [suite]

30. M. JAZAIRY (Algérie) dit que la récente détente politique et l'intérêt croissant porté au progrès des pays en voie de développement devraient se traduire sur le plan économique. C'est ce qui explique l'importance qu'attachent plusieurs délégations à l'élaboration d'une déclaration sur la coopération économique internationale et l'intérêt de la délégation algérienne pour le projet de résolution sur cette question (A/C.2/L.745 et Add.1 à 3). Le principe d'une déclaration ne soulève apparemment aucune objection fondamentale; la résolution 875 (XXXIII) du Conseil économique et social a été adoptée à l'unanimité. A la trente-troisième session du Conseil, le représentant de l'Australie a parlé de la nécessité de formuler une déclaration générale des principes de la coopération économique internationale, au sens le plus large possible (1203^{ème} séance). Le recueil révisé d'extraits des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social intéressant les principes de la coopération économique internationale (E/3714) confirme l'utilité d'une telle déclaration et montre qu'elle ne ferait pas double emploi avec des résolutions antérieures; en effet, il est indiqué au paragraphe 13 de l'introduction à ce document que la grande majorité des décisions adoptées ne contiennent pas de déclarations de principes ou d'opinions.

31. Il existe des divergences de vues quant à la teneur d'une déclaration générale de principes, mais le projet de résolution n'engage nullement les Etats Membres à cet égard. Certaines délégations ont craint que le Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 875 (XXXIII) du Conseil ne préjuge les conclusions auxquelles parviendra la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Or, le Groupe de travail n'a pas formulé le texte définitif d'une déclaration et n'a pas été en mesure d'examiner les propositions relatives aux articles qui traitent du commerce international. Il n'a pu non plus arrêter un texte concernant le rôle que doit jouer l'Organisation des Nations Unies dans le développement de la coopération économique internationale.

32. La délégation algérienne ne comprend pas le motif de certains des amendements présentés par l'Australie (A/C.2/L.777). Le mot "déclaration" a été utilisé dans des résolutions antérieures qui ont eu le suffrage de la délégation australienne. Ce terme n'est pas incompatible avec l'idée d'"un exposé que tous puissent accepter", qui est à la base de l'amendement australien au paragraphe 1 du dispositif. S'il ne s'agit que d'une question de terminologie, on pourrait intituler le projet de résolution "Question d'une déclaration sur la coopération économique internationale", titre utilisé dans les résolutions précédentes. Si les amendements australiens concernant la suppression du mot "déclaration" portent sur le fond, ils risquent de porter atteinte aux conclusions du Groupe de travail spécial et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Tous les Membres sont d'accord pour reconnaître que la Commission ne peut pas prendre position sur cette question au stade actuel. La délégation algérienne pourrait appuyer l'amendement australien tendant à

mentionner le Groupe de travail spécial au paragraphe 2 du dispositif.

33. M. ROUANET (Brésil) indique que sa délégation a toujours attaché une grande importance à l'établissement d'une déclaration sur la coopération économique internationale. Lorsque la délégation soviétique a soulevé cette question, à la trente-troisième session du Conseil, le Brésil l'a appuyée sans réserve. Cependant, la délégation brésilienne a fait observer que le projet soviétique (E/3467) n'était pas complet et qu'on pouvait améliorer les principes qu'il contenait. Elle a estimé qu'il convenait de formuler dès que possible une nouvelle série de principes. A la même session, d'aucuns ont fait valoir qu'on avait déjà essayé d'énoncer des principes relatifs à la coopération économique internationale dans de nombreuses résolutions auxquelles une nouvelle série de principes ne ferait que s'ajouter. De l'avis de la délégation brésilienne, l'élaboration de principes valables serait loin d'être un simple exercice académique. Plusieurs résolutions de l'Assemblée générale contiennent un certain nombre de principes importants sur la coopération économique internationale, et le moment est venu de regrouper certains d'entre eux dans une nouvelle résolution de l'Assemblée générale. La question revêt une importance particulière en raison de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Cette dernière s'attachera sans aucun doute à certains problèmes déterminés. Mais, de l'avis de la délégation brésilienne, elle devrait également examiner des questions plus vastes, telles que l'organisation générale de la coopération économique internationale. Elle devrait établir l'acte constitutif d'un ordre nouveau fondé sur l'examen des principes, anciens et nouveaux.

34. Dans la déclaration commune des représentants de pays en voie de développement, que contient le rapport du Comité préparatoire de la Conférence sur sa deuxième session (E/3799), il est dit qu'à l'heure actuelle les principes et la structure des échanges mondiaux continuent à jouer surtout en faveur des régions avancées du monde. Ces pays ont donc reconnu que les principes actuels sont insuffisants. Un grand nombre de principes qui régissaient les relations économiques internationales au XIX^{ème} siècle ne sont plus valables et ne peuvent être utilisés en toutes circonstances. Le principe de la réciprocité ne vaut plus et la clause de la nation la plus favorisée n'est plus appliquée sans réserves. Lorsqu'une constitution ou une série de principes est périmée, il convient de la remplacer.

35. Le projet de résolution ne préjuge pas les résultats de la Conférence. Il concerne la procédure et ne soulève pas de nouveaux problèmes. Cette question a été longuement examinée et la forme à donner au texte doit être fixée une fois pour toutes. Le représentant de l'Algérie a rappelé que le Groupe de travail spécial n'avait pas rédigé d'articles sur le commerce international. Il ne l'a pas fait parce que la question doit être examinée par la Conférence. Le projet de résolution ne demande pas à la Conférence de s'occuper de questions déterminées, de rédiger une déclaration ou de définir les principes qui seront énoncés dans une déclaration. Il se borne à exprimer l'espoir que l'examen des problèmes du commerce international à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement contribuera à accélérer l'établissement du texte définitif d'une déclaration sur les prin-

cipes de la coopération économique internationale et l'adoption d'une telle déclaration.

36. La délégation brésilienne estime que la plupart des amendements australiens (A/C.2/L.777) ne sont

pas constructifs: ils tendent à écarter l'idée d'une déclaration, qu'il est indispensable de retenir.

La séance est levée à 13 h 15.